

15/06/2013

Le Nouvelliste

ÉLÈVES SANS PAPIERS

Les propos d'Oskar Freysinger expliqués



Après l'affaire sur les élèves clandestins, le groupe ADG a demandé des explications au Gouvernement valaisan. «Oskar Freysinger s'est mis lui-même au centre d'une polémique médiatique en demandant aux personnes faisant partie d'un organisme de l'Etat et détenant des informations sur des élèves sans papiers de dénoncer cet état de fait», a souligné Jean-Henri Dumont (ADG). Jean-Henri Dumont a regretté l'effet dévastateur de cet épisode à l'extérieur du canton, tout comme l'effet déstabilisateur sur les enseignants.

Le président du Conseil d'Etat, Maurice Tornay, a d'abord souligné que le gouvernement voulait rester objectif. «Notre collègue a donné une interview rapide et il s'est peut-être rapidement donné des difficultés qu'il a dû corriger le lendemain». Les conseillers d'Etat ont discuté à plusieurs reprises de ce sujet. Ils ont également rencontré plusieurs fois les partenaires, la SPVAL et la FMEP. «Le 5 juin, le gouvernement inorpore les a encore rencontrés et ont entendu leurs inquiétudes. Le chef du Département de la formation et de la sécurité a donné ses éclaircissements. Et nous avons pu constater que les déclarations ont été démenties et complétées».

Maurice Tornay affirme que désormais le gouvernement veut regarder vers l'avant «dans un esprit de saine collaboration et de respect mutuel avec les partenaires afin de pouvoir réaliser nos objectifs», ajoutant qu'il n'est jamais venu à l'idée du gouvernement de suspendre la convention avec les partenaires sociaux.

Pour conclure, le président du gouvernement a réaffirmé la volonté du Conseil d'Etat «d'agir dans le respect de nos institutions et c'est comme cela que nous continuerons». LF